

LES DROITS DE L'HOMME EN CHINE

Bulletin mensuel du groupe de travail Chine - Ligue française des droits de l'homme

N°23 - octobre 2007

SOMMAIRE

Libertés d'information et d'expression. page 2

Libertés individuelles. Démocratie. pages 2 &3

Liberté religieuse. page 4

Condition ouvrière. page 4

Manifestations paysannes et conflits fonciers. pages 4&5

Minorités nationales. page 6

Hongkong. page 6

Informations diverses. pages 6&7

Librairie sur Internet. page 7

(Les dates figurant en début de rubrique sont celles des faits ; les dates de fin de paragraphe, celles de l'information. Les chiffres donnés en euros équivalent au montant en yuan, sur la base 1 euro = 10 yuan).

Arrestations et menaces d'avant congrès

Dans les semaines qui ont précédé l'ouverture du XVII^{ème} congrès du parti communiste (8 à 21 octobre), le régime a renforcé son caractère répressif et ses contrôles policiers. Les arrestations, détentions, enlèvements et violences avaient pour cibles les avocats, les pétitionnaires, les militants des droits civiques, les religieux et les opposants à la tenue des Jeux Olympiques de 2008. Citons quelques exemples, relatés notamment dans la presse de Hongkong (South China Morning Post du 12 octobre).

L'avocat Li Heping a été enlevé puis battu pendant quatre heures le 29 septembre, en liaison peut-être avec son intention de dénoncer le système de la rééducation par le travail, dont les victimes sont pour une large part les pétitionnaires. Hu Jia, qui avait soulevé la question nationale du SIDA, est assigné à résidence depuis mai. Son épouse Zeng Jinyan, enceinte de huit mois, a été accompagnée de quinze policiers lorsqu'elle s'est rendue le 5 octobre à un examen prénatal. Hua Huiqi, qui s'opposait aux expulsions et soutenait les pétitionnaires, s'est effondré sous les coups des policiers le 11 octobre après avoir été bloqué chez lui avec sa famille sans possibilité de s'approvisionner. Le pékinois natif du Hubei Zheng Dajing, autre défenseur des pétitionnaires, a été enlevé à la fin d'août et n'a pas reparu. L'avocat Gao Zhisheng, militant bien connu des droits de l'homme, n'a pas été vu depuis le 22 septembre ; il aurait joint Hu Jia par téléphone le 28 octobre. Huang Yan, une femme de 36 ans qui a apporté son soutien à Gao Zhisheng, a été enlevée ce même 22 septembre, détenue et frappée pendant trois jours, comme elle l'a confié par téléphone à Hu Jia. Après une brève évasion, elle a été reprise. Le pasteur Liu Fenggang et sa famille sont enfermés chez eux et ne peuvent quitter le domicile qu'après de longues négociations.

Des personnalités moins connues mais plus nombreuses subissent de semblables répressions. Ainsi en est-il du militant du réseau Internet Zhang Wenhe, disparu depuis le 29 septembre et placé peut-être en hôpital psychiatrique ; de l'écrivain de Hangzhou (Zhejiang) Lu Gongsong et de Yang Chunlin, auteur d'une pétition « Droits de l'homme et pas de Jeux Olympiques », dont la sœur dit qu'il fut torturé dans une prison du Heilongjiang.

Liberté d'information et d'expression

29 oct.

Le journaliste Qi Chonghuai, arrêté le 25 juin à Jinan (Shandong) pour avoir dénoncé sur Internet la corruption des autorités locales de Tengzhou, a été frappé plus de vingt fois au visage lors de sa détention. Son avocat Li Xiongbin a rapporté cette information à l'Agence France-Presse le 29 octobre et ajouté que son client officiellement inculpé pour « extorsion de fonds » a toujours protesté de son innocence. Un photographe ami de Qi Chonghuai, Ma Shiping est détenu pour cette même affaire depuis le 16 juin. Trente-deux journalistes - au moins - sont détenus pour avoir exercé leur droit à informer. (*Reporters sans frontières, 29 octobre*)

20 oct.

Les autorités chinoises ont fermé les deux blogs tibétains www.tibetl.com/blog et www.tibetcm.com - ou Qiongmai Tibetan Culture Web Site - dans le cadre d'un contrôle renforcé sur la région après la visite du Dalai Lama aux Etats-Unis. Tous les fichiers de ce dernier site, consacré à la culture tibétaine, ont été supprimés. (*Observe China.net, 24 octobre*) voir plus loin les incidents du monastère Drepung

12 oct.

La police de Beijing a arrêté la militante du Heilongjiang Liu Jie (50 ans) pour « trouble à l'ordre social en réunion ». Elle avait organisé une lettre ouverte collective demandant des réformes démocratiques à l'approche du XVII^{ème} congrès du P.C.C. , et l'avait adressée aux dirigeants du parti peu avant son arrestation. Son amie du Hubei Wang Guilian, l'un des quatre organisateurs, estime que cette mesure a pour objectif d'effrayer ceux qui ont osé signer le document. Liu Jie fut arrêtée en compagnie d'un autre organisateur, Cheng Yingcai du Hebei ; il semble que celui-ci ait réussi à s'enfuir du lieu de détention mais on ignore où il se trouve. Le quatrième initiateur du mouvement, Liu Xueli, s'est refusé à toute déclaration de peur d'être appréhendé. La lettre a reçu plus de douze mille signatures, notamment de la part des pétitionnaires qui se sont rendus dans la capitale dans l'espoir de faire reconnaître leurs droits. Elle demandait la garantie de la liberté d'expression, de presse et d'association ainsi que la lutte contre la corruption et les accaparements fonciers ; elle requerrait aussi la fin de la rééducation par le travail et de la persécution des pétitionnaires. (*South China Morning Post, 13 octobre*)

10 oct.

L'administration a fermé le site Droits de la propriété privée (Siyou qanyi wang). Ce site donnait depuis deux ans des informations sur les moyens de résister aux pressions des promoteurs et aux réquisitions abusives. Il avait dû fermer en septembre son forum de discussion. (*R.F.A., 10 octobre*)

29 sept.

Le journaliste Pang Jiaoming a été suspendu par son employeur, le China Economic Times, pour avoir fait état début juillet de la mauvaise qualité des matériaux utilisés dans la construction de la ligne à grande vitesse Wuhan-Guangzhou. Une telle information serait en effet nuisible à l'image du pays. Dans son blog, Pang affirme le 20 juillet avoir reçu plusieurs menaces de mort. (*Observe China 10 octobre ; South China Morning Post, 16 octobre*)

Libertés individuelles. Démocratie.

31 oct.

Chen Ningbiao, un des représentants du mouvement civique du village Sanshan, près de Nanhai (Guangdong) est mort, cinq jours après la condamnation du groupe de sept militants à de lourdes peines (de deux et demie à quatre ans de prison ferme), le 26 octobre. Suite à un avis médical alarmant, Chen Ningbiao avait pu voir sa famille le 24 octobre. La famille attribue sa mort aux mauvais traitements subis pendant la détention. (*Mingsheng GuanCha, 31 octobre*)

29 oct.

Yuan Weijing, l'épouse du juriste Chen Guangchen en détention a été de nouveau interdite de rendre visite à son dentiste, après une première interdiction le 8 octobre, motivée alors par la prochaine ouverture du XVII^{ème} congrès du parti. Depuis le 24 août, date de son retour à Linyi (Shandong), elle doit rester sous surveillance à son domicile. (*R.F.A., 30 octobre*)

... suite en page 3

29 oct.

Yao Lifa, ancien membre de l'assemblée municipale de Qianjiang et militant pour des élections libres dans sa province du Hubei, a recouvré la liberté, après un mois de détention sans motifs officiels. Son épouse avait relâchée la veille. La police n'a jamais indiqué le lieu de leur incarcération. En septembre, Yao Lifa avait amené quelque six mille enseignants de statut privé à signer une pétition demandant la destitution de Yu Zhengsheng, président de l'assemblée provinciale et secrétaire du parti au Hubei. Plusieurs de signataires ont reçu des menaces. (C.R.D., 29 octobre)

24 oct.

Liu Guiqin, engagée en mai comme médiatrice par les autorités de Yunxi (Hubei) en raison de son influence dans les milieux de pétitionnaires mais arrêtée un mois après pour « détention illégale de secrets d'État », **a été condamnée à un an et demi de prison**. (V.O.A., 24 octobre)

21 oct.

Selon une déclaration de la police en début de mois, **huit cent vingt mille policiers et agents civils ont été mobilisés pour la sécurité du XVII^e congrès du parti communiste**. Compte tenu de « la présence continue de facteurs disharmonieux et déstabilisants », leur tâche principale, outre l'empêchement d'éventuels sabotages, est de protéger les députés contre des pétitionnaires qui tenteraient de les interpeller.

Le mois dernier, les autorités avaient presque entièrement rasé à Nancheng le « village des pétitionnaires ». Cependant les forces de l'ordre n'ont pu prévenir tout incident. Quatre pétitionnaires ont tenté de se suicider en sautant du pont Jinshui, face à la place Tiananmen. Des handicapés ont foncé sur le Palais du peuple sur des motocyclettes qu'ils avaient fabriquées. Tous sont en détention. (Ming Pao)

10 oct.

Wang Dalin, l'initiateur du Mouvement pour le T-shirt patriotique condamné à deux ans de rééducation pour « subversion du pouvoir d'État », est sorti de prison. Après son arrestation le 29 septembre 2005, il avait été détenu à Hanyang où il a été frappé à plusieurs reprises et interdit de tout contact avec l'extérieur. (Minsheng Guancha, 22 octobre)

29 sept.

La police a arrêté le militant des Droits de l'homme et avocat Li Heping. Encapuchonné, il a été emmené dans une voiture banalisée puis emmené dans un local inconnu où il fut violemment frappé, injurié et menacé pendant plusieurs heures. Relâché vers minuit, il retourna chez lui et constata qu'on avait dérobé ses documents professionnels et effacé le contenu de son ordinateur. Quelques jours plus tôt, la police lui avait enjoint, ce qu'il avait refusé, de quitter la capitale avec sa famille, - probablement pour prévenir toute initiative dans la période du XVII^{ème} congrès du parti.

Entre autres activités, l'avocat avait défendu Yang Zili, un étudiant qui avait diffusé des articles sur Internet et Tan Kai, un militant de l'environnement membre du groupe chrétien San Ban Pu Ren exécuté en décembre 2006. Il avait fait appel au nom de Gao Zhisheng, contre la décision qui retirait à cet avocat le droit d'exercer. Il envisageait, dit-on, de lancer une action contre le système du lao jiao (rééducation par le travail). (C.R.D., F.I.D.H., 2 octobre)

22 sept.

Des policiers ont appréhendé l'avocat des droits humains Gao Zhisheng le 22 septembre. On ignore depuis où il se trouve. Son épouse Geng He semble empêchée de parler au téléphone. Gao Zhisheng avait adressé le 13 septembre une lettre ouverte au Congrès des États-Unis au sujet de la détérioration des droits humains en Chine ; il ajoutait que, de ce fait, il lui était impossible de soutenir la tenue des Jeux Olympiques en Chine l'été prochain. Trois jours plus tard, la police avait fouillé son domicile. Gao avait été déclaré coupable d'incitation à la subversion en décembre 2006 pour ses activités militantes, condamné à trois ans de prison avec sursis assortis de cinq ans de mise à l'épreuve et astreint à quatre mois de garde à vue. (La Grande Époque ; Amnesty International, 22 octobre)

Liberté religieuse

17 oct.

Le pasteur de Beijing Hua Huiqi, connu pour son opposition aux expulsions de logement et placé sur écoute par la police, a de nouveau été frappé par des policiers en civil à son retour d'hôpital le 16 octobre. Il avait reçu des coups et perdu connaissance lors d'une bataille rangée d'origine incertaine qui avait opposé le 12 octobre des dizaines de policiers de divers districts de Beijing et des forces de sécurité privées, au service d'une filiale de l'entreprise de Hongkong New World Development. Les bagarres proviendraient de dissensions entre policiers de quartiers sur le lieu où le militant devait être autorisé à séjourner. Hua Huiqi a été détenu à plusieurs reprises pour avoir abrité une église à domicile et pour son action en faveur des droits civiques. Il était sorti de prison en juillet après six mois de détention pour « obstruction à la justice ». (*South China Morning Post, 12 octobre*)

13 oct.

Le pasteur australien d'origine chinoise et de confession chrétienne Wu Kui, patron du groupe Enoch installé à Guangzhou, a été interdit de sortir du territoire et ses comptes ont été gelés par les autorités locales. L'homme d'affaires affirmait vouloir gérer son entreprise dans un esprit « d'amour, de paix, de joie et de sincérité ». Les employés ont subi un interrogatoire et les ordinateurs de l'entreprise ont été confisqués. La famille Wu fut assignée à résidence du 12 au 25 octobre. (*China Aid Association, 31 octobre ; Minsheng GuanCha, 23 octobre*)

6 août

Neuf chrétiens arrêtés le 15 juillet à Guandiankou, district de Jianshi (Hubei), ont été condamnés par un tribunal du Hubei à des peines allant de 12 à 18 mois de rééducation forcée. Parmi eux, trois femmes ont reçu des coups en détention et ont dû être hospitalisées. (*China Aid Association, 5 octobre*)

Condition ouvrière

28 oct.

L'inondation d'une galerie a bloqué dix ouvriers le 28 octobre dans la mine Lingxian, près de Le'an (centre de la province du Jiangxi). Le nombre exact des mineurs restés au fond reste incertain. (*Agence Xinhua*)

25 oct.

L'effondrement d'une galerie a fait treize morts le 22 octobre sur le site de la mine Yinying à Yangquan (Shanxi). Tous les décès sont survenus dans les trois étages d'appartements situés au-dessus de la galerie. (*Agence Xinhua*)

Une explosion de gaz a fait sept morts et quatre disparus dans la mine Yuejin du district Nanchuan de Chongqing (Sichuan). (*China Labour Bulletin, 30 octobre*)

22 oct.

Un incendie a fait trente-sept morts et vingt et un blessés le 22 octobre dans la fabrique de chaussures Feida installée à Hushi, district de Xiuyu, près de Putian (Fujian). L'entreprise qui occupait un bâtiment de six étages opérait sans licence et ne respectait pas les normes de sécurité : les bâtiments servaient à la fois d'entrepôts, d'ateliers et de lieu d'hébergement. Le couple des propriétaires a été arrêté. Il existe plus de deux cents usines de chaussures à Putian, dont 190 sont enregistrées.

Soixante-quatre unités ont été fermées depuis l'incendie, pour motif de contre-façon, de conflits du travail et de fraude fiscale. (*Agence Xinhua*)

Manifestations paysannes et conflits fonciers

28 oct.

La police a arrêté six villageois de Yilin, agglomération de Funing (Jiangsu) après des mouvements de protestation contre la réquisition et la vente de leurs terres qu'avaient organisé les cadres locaux. Les banderoles reprenaient des slogans tels que : « nous voulons manger » ou « récupérons nos terres perdues ». (*R.F.A., 30 octobre*)

... suite page 5

25 oct.

Chen Shunxi, connu pour sa résistance contre la démolition de la rue Hualu à Wuhan (Hubei), a été condamné à deux ans de prison (et trois années de sursis) pour « émeute en réunion ». La mobilisation des habitants du quartier avait duré plus d'un an. L'administration lui a interdit tout contact avec sa famille et ses anciens voisins. (*Boxun, 27 octobre*)

Quelque quatre-vingts villageois en colère du district de Huadu ont manifesté devant la municipalité de Guangzhou (Canton), province du Guang-dong. Ils accusaient les autorités du district de couvrir le coup de feu qui avait atteint un paysan le 26 septembre. Une bagarre avait éclaté ce jour-là à la suite d'un accident de voiture. Zhong Zhigen, un villageois de 27 ans, blessé à la tête, est mort dans la semaine précédant cette manifestation. Les villageois veulent obtenir des informations sur les raisons de cette fusillade sans sommation ; ils redoutent que la municipalité et le tribunal ne maquillent ou n'escamotent les preuves. Ils exigent que des poursuites soient engagées contre le policier qui a tiré et que leur soient versées des indemnités. L'avocat pékinois Pu Zhiqiang, qui est intervenu à plusieurs reprises dans la région, voit dans ces manifestations la preuve du discrédit des appareils administratif et judiciaire. (*South China Morning Post, 26 octobre*)

Une centaine d'habitants de Shenzhen, pour la plupart résidant à présent à Hongkong, ont manifesté avec des bannières devant la municipalité de Shenzhen. Ils exigeaient l'arrêt des destructions au bulldozer de la demeure familiale en attendant la conclusion d'un accord sur les compensations financières à leur attribuer, Ils estiment en effet que les autorités doivent tenir compte de la perte de leur lopin de terre et que les propositions qui leur sont faites ne sont pas équitables ; ils demandent le relogement des expulsés à proximité de leur ancienne maison et dans des appartements de dimensions équivalentes. Le site des destructions servira à l'implantation de surfaces commerciales et d'immeubles de rapport. (*South China Morning Post, 26 octobre*)

18 oct.

Les habitants du village de Xiangtang, situé dans le district de Shunde, près de Foshan (Guangdong) occupent les bâtiments municipaux depuis quatorze semaines, pour protester contre la corruption des dirigeants locaux. Il s'agit d'un des actes les plus longs de rébellion ouverte contre les autorités de ces dernières années. Les villageois accusent le comité local, dirigé par le secrétaire du parti communiste d'avoir accaparé illégalement leurs terres, de les avoir louées ou vendues à des entreprises et d'avoir conservé pour eux l'argent ainsi obtenu. (*Christian Science Monitor ; voir aussi bulletin de septembre 2007 Wen Weipo*)

3 oct.

Des centaines de villageois de Wenquan (district de Yingshan, ville de Huanggang au Hubei) **ont manifesté pendant plusieurs semaines devant une station de traitement des ordures et empêché l'approvisionnement du site.** L'emploi d'engins lourds pour déblayer la place a fait quelques blessés le 3 octobre. Les villageois protestent depuis le début de septembre contre les infiltrations et suintements en provenance de l'établissement, situé en hauteur, qui porteraient gravement atteinte à leur santé. (*Ming Pao, 9 octobre*)

28 sept.

Un millier d'ouvriers de l'usine Fuxin ont manifesté dans les rues de Tongling (Anhui) et devant les bâtiments municipaux pour protester contre les pertes subies, du fait que le chantier des appartements promis par l'usine avait été fermé lors de la vente de l'usine. La police serait intervenue et il y aurait eu deux morts au cours des affrontements. (*South China Morning Post*)

23 sept.

23 septembre. **Quelques milliers de producteurs de coton du Xinjiang ont assiégé un établissement de police pour protester contre la fixation des prix par l'armée de libération.** Ils ont renversé une voiture de police et brisé des portes et fenêtres. Il y aurait eu une quarantaine de blessés. Certains paysans mécontents du niveau des prix, avaient tenté de vendre les produits directement sur le marché mais l'armée était venue à saisir les stocks qu'ils avaient dissimulés. Le prix fixé est de 9 yuan le kilo, bien en dessous de celui du marché libre : 13,4 yuan. Il ne couvrirait pas les coûts de production et serait en outre versé avec retard. (*South China Morning Post, 5 octobre*)

Minorités nationales

25 oct.

Des affrontements ont opposé pendant quatre jours la police et les moines du monastère Drepung, le plus important de Lhassa. Entrées et sorties du monastère seraient désormais interdites par des cordons de quelque trois mille policiers, dont certains en tenue civile. Plus de mille moines vivent dans l'enceinte, où se trouvent aussi des douzaines de pèlerins.

A l'origine de l'incident, la médaille remise au Dalai Lama le 17 octobre aux États-Unis. Les moines avaient été empêchés la veille dans leurs préparatifs pour célébrer l'événement mais firent de nouvelles tentatives le lendemain. Des bagarres éclatèrent auxquelles prirent part quelque neuf cents moines. Trois ou quatre cents policiers armés ont pénétré le monastère. Du fait du blocage de l'enceinte, les moines n'ont pu se rendre dans la ville pour protester. Les autorités ont proclamé un couvre-feu sur l'ensemble de Lhassa. (*Ming Pao*)

18 oct.

La police frontalière du Tibet a ouvert le feu sur un groupe de trente moines et nones tibétains qui tentaient de passer au Népal. Plusieurs d'entre eux ont été capturés et emprisonnés. Les autres ont gagné Kathmandou. 2.500 à 3.500 Tibétains quitteraient la région autonome chaque année. (*International Campaign for Tibet, 30 octobre*)

11 oct.

Le Quotidien du Peuple a publié un long article, signé d'un chercheur sur le bouddhisme tibétain, Shi Shan, dans lequel il critique le Dalai Lama pour avoir trahi le bouddhisme, violé le dharma et s'être détourné de la foi. (*Agence Xinhua, 11 octobre*)

Hongkong

28 oct.

Des résidents de Hongkong liés au parti communiste chinois ont qualifié de « traître » le législateur Martin Lee, après son article publié dans le Wall Street Journal où il appelait le gouvernement américain à faire pression en faveur des Droits de l'homme à l'occasion des Jeux olympiques de 2008. Le cardinal Joseph Zen, figure phare de la communauté catholique de Hongkong, a considéré ces accusations de « grotesques » le 28 octobre ; pour lui, si Martin Lee doit passer pour un traître, alors lui-même mérite aussi ce qualificatif. (*Radio TV Hongkong, 28 octobre*)

7 oct.

Quelque cinq mille habitants de Hongkong ont défilé devant les bâtiments du gouvernement situé dans le district central pour exiger l'instauration du suffrage universel en 2012. Selon une enquête auprès des classes moyennes publiée le 30 septembre, 63% souhaiteraient élire le Conseil législatif au suffrage universel en 2012 et 58%, le chef de l'exécutif à cette même date. (*RTHK Radio 3, 7 octobre et 30 septembre*)

Informations diverses

(Cette rubrique regroupe des informations qui, sans toucher directement aux droits de l'homme stricto sensu, éclairent sur les tensions de la société chinoise).

26 oct.

Selon un rapport de la Commission de discipline du parti communiste, 518.484 membres du P.C.C. ont été sanctionnés au cours des cinq dernières années. Le rapport était destiné aux participants du XVII^e Congrès qui s'est achevé le 21 octobre. La Commission avait traité 677.924 affaires dans cette même période. Il s'agissait essentiellement d'affaires de corruption, de détournement de fonds et d'abus de pouvoir ainsi que de surcharges indues de frais d'éducation ou de frais médicaux ou encore d'opérations irrégulières touchant à des appropriations foncières. (*Agence Xinhua*)

23 oct.

L'Organisation Mondiale de la Santé (O.M.S.) a choisi en septembre de s'adresser d'abord aux autorités de Chine populaire pour les informer de l'arrivée à Taïwan d'un chargement suspecté de contamination en provenance de Thaïlande. Il en est résulté un retard de dix jours dans l'information de l'administration taïwanaise. Le ministre des affaires étrangères a vivement protesté à Taipei contre les pressions exercées par Beijing sur l'O.M.S. dans le dessein que cette dernière supprime tout moyen de communication directe avec l'île. Taïwan n'a plus de siège à l'O.M.S. depuis 1971. (*Central News Agency, Taipei*)

22 oct. La population de Beijing devrait augmenter de cinq millions d'individus dans les douze prochaines années, par suite de l'afflux des migrants. Elle atteindrait donc vingt millions d'habitants en 2020. Le taux de croissance naturel de la population de la capitale est nul depuis cinq ans.

La population rurale atteignait en fin 2006 737 millions d'individus, selon une déclaration du direction du Bureau national de Statistiques en date du 22 octobre. Elle représente 56% de la population totale, contre 64% en 2001 et 74% en 1990. (Agence Xinhua)

21 oct. Selon les services officiels, la Chine compte vingt millions de musulmans, principalement au Xinjing, au Qinghai, au Gansu, au Ningxia, au Yunnan, au Shaanxi, en Mongolie intérieure et au Henan. Depuis 1985, 100.000 d'entre eux ont fait le pèlerinage de La Mecque. L'estimation des effectifs de pèlerins pour 2007 est 10.500. D'autres sources donnent des chiffres très supérieurs, en raison des réseaux de pèlerinage non officiels. (Agence Xinhua)

11 oct. Le nombre des individus qui restent à déplacer dans la zone du réservoir des trois gorges s'élève à quatre millions, selon le vice-maire de la municipalité de Chongqing (Sichuan). Il s'agit de satisfaire aux équilibres écologiques de la région, mis en péril par la croissance de la population et les changements de la géographie. Les experts ont constaté un accroissement de la pollution et une augmentation des glissements de terrain, dont notamment quatre-vingt-onze effondrements des rives du réservoir. Les chantiers initiaux avaient déjà imposé le déplacement d'un million et deux cent mille personnes. (Agence Xinhua, 11 octobre)

8 oct. Le parti communiste comptait 73,36 millions de membres à fin juin 2007. 17.380.000 membres (23,7%) ont moins de trente-cinq ans. Le pourcentage des ouvriers est de 10,8% ; celui des agriculteurs et pêcheurs, de 31% ; celui des cadres, gestionnaires et spécialistes techniques, de 29% ; celui des soldats et policiers, de 2,2% ; celui des étudiants 2,6% ; celui des retraités, de 18,8%. La catégorie restante « autres » représente 5%. (Agence Xinhua, 9 octobre)

7 oct. Selon un responsable national de la sécurité du travail, la production de charbon dépassera 2,5 milliards de tonnes en 2007. L'extraction charbonnière croît de 11,5% en moyenne depuis sept ans. Les volumes de l'an 2000 étaient de 1,25 milliard de tonnes. (Agence Xinhua, 7 octobre)

SOURCES D'INFORMATION

Agence France-Presse, Agence Xinhua, Amnesty International, Apple Daily, B.B.C., China Information Center, China Labour Bulletin, Chine-Infos, Chinese Human Rights Defenders, Confédération internationale des syndicats libres, Dajiyuan (La Grande Epoque), Fondation Duihua, Human Rights in China, Information Centre for Human Rights and Democracy, I.F.E.X. (Echange international de la liberté d'expression), Kyodo News Agency, Laogai Research Foundation, Ming Pao, Radio Free Asia, Radio Free China, Reporters sans Frontières, South China Morning Post, The Standard, Wen Wei Po.

LIBRAIRIE SUR INTERNET

Nous recommandons vivement

- Le récent rapport d'enquête Chine, Voyage au cœur de la censure d'Internet, établi pour Reporters sans frontières et Chinese Human Rights Defenders (C.H.R.D.) Le rapport paru en octobre est téléchargeable sur le site de Reporters sans frontières : www.rsf.org 17 pages
- Une étude documentée sur le travail des enfants : Small Hands : a survey report on Child Labour in China. Septembre 2007, téléchargeable sur le site du China Labour Bulletin (www.clb.org.hk) en anglais, 40 pages
- La quête d'un travail décent pour les ouvrières migrantes de Dongguan, septembre 2006 ; téléchargeable sur le site du China Labour Bulletin (www.clb.org.hk) en anglais, 58 pages
- Les actions en justice d'intérêt collectif Public Interest Litigation in China, a new force for social justice, octobre 2007, téléchargeable sur le site du China Labour Bulletin (www.clb.org.hk) en anglais, 11 pages

On trouvera, bien entendu, sur ce site du China Labour Bulletin les mêmes rapports dans leur version chinoise et d'autres, en anglais plus anciens ou en chinois non traduits.